

Impacts des aides publiques sur l'environnement : rapport de la Banque mondiale

12 juillet 2023

En juin 2023, la Banque mondiale a publié une étude approfondie sur les conséquences environnementales, économiques et sanitaires des aides publiques aux carburants fossiles, à l'agriculture et à la pêche. Les auteurs les ont quantifiées, ont estimé leurs effets sur trois compartiments (air, terres, océans) et envisagé des réformes durables et politiquement acceptables. Ils ont distingué (figure ci-dessous) les aides explicites (dépenses publiques directes) des aides implicites (correspondant au coût des externalités négatives engendrées par les premières).

Estimations des aides annuelles explicites et implicites, par secteur

Sector	Explicit subsidy estimates	Implicit subsidy estimates
Fossil fuels	US\$577 billion: estimated fossil fuel subsidies for 191 countries (Parry, Black, and Vernon 2021)	US\$5.4 trillion: estimated impacts from local air pollution, greenhouse gas emissions, road congestion, and forgone tax revenues (Parry, Black, and Vernon 2021)
Agriculture	US\$635 billion: estimated agricultural subsidies for 84 countries (based on data from Gautam et al. 2022)	- US\$548 billion to US\$1.1 trillion: estimated impacts from greenhouse gas emissions (chapter 1 of this report) - US\$5.3 trillion (Pharo et al. 2019), which includes: - US\$1.5 trillion from greenhouse gas emissions - US\$1.7 trillion from natural capital loss - US\$2.1 trillion from pollution, pesticides, and antimicrobial resistance
Fisheries	US\$35.4 billion: estimated fishery subsidies for 152 countries (Sumaila, Ebrahim, et al. 2019; Sumaila, Skeritt, et al. 2019)	US\$83 billion: estimated economic benefits forgone due to open access (World Bank 2017)
Total	US\$1.25 trillion	US\$6 trillion to US\$10.8 trillion

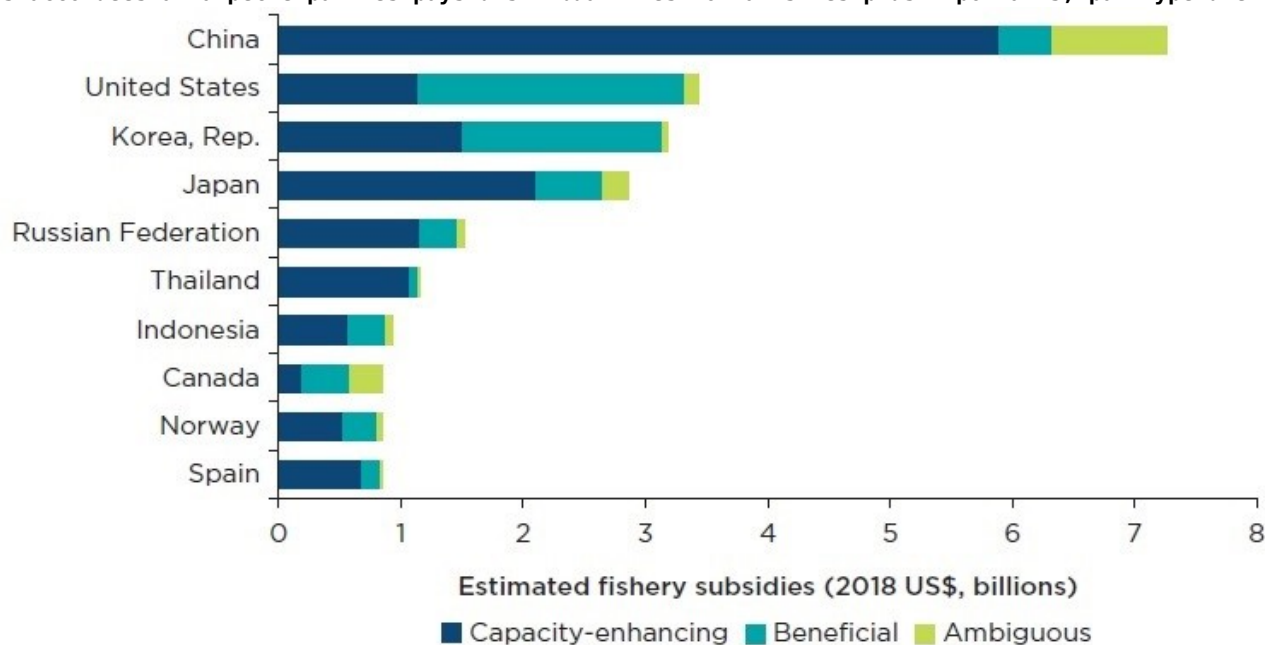
Source : Banque mondiale

Pour l'agriculture, les aides explicites sont estimées à plus de 635 milliards de dollars US par an : soutien à la production et aux intrants, R&D, infrastructures, etc. Leur efficacité est jugée faible : elles permettent d'améliorer la production et les rendements, mais elles incitent les agriculteurs à des utilisations moins efficaces des intrants et contraignent leurs prises de décision. Elles sont aussi rarement favorables aux plus pauvres, avec des nuances apportées sur ce point. Les aides implicites (ex. coûts des émissions de CO₂) sont plus difficiles à estimer. Les soutiens aux intrants azotés sont associés à des utilisations en quantités trop importantes, avec des baisses de productivité des cultures, des dégradations qualitatives et quantitatives de la ressource en eau, des effets sur la santé humaine. Sur les 30 dernières années, 17 % de la pollution azotée de l'eau douce seraient ainsi attribuables aux aides à l'agriculture. Les conséquences sont aussi importantes sur les forêts, puisque ces aides seraient responsables de 2,2 millions d'ha déforestés par

an (14 % du total). Cette déforestation contribue par ailleurs à la diffusion de maladies infectieuses, comme la malaria.

Pour la pêche, les aides explicites sont d'environ 35 milliards de \$ par an (figure ci-dessous), dont 22 milliards dommageables à l'environnement (ex. surpêche). Les auteurs montrent notamment les effets conjugués des aides et du manque de contrôle de l'accès à la ressource.

Aides accordées à la pêche par les pays distribuant les montants les plus importants, par type d'effet



Source : Banque mondiale

Lecture : estimation du total des aides accordées à la pêche, pour les 10 principaux pays, en dollars US pour 2018. Sont inclus les transferts directs et indirects du secteur public au secteur privé, répartis selon trois catégories. *Capacity-enhancing* : construction, rénovation et modernisation de bateaux. *Beneficial* : gestion des pêches, recherche et développement. *Ambiguous* : assistance aux pêcheurs, rachat de bateaux, programmes de développement de communautés rurales de pêcheurs.

Pour réformer les aides publiques, les auteurs identifient plusieurs principes clés : évaluer les soutiens, atténuer les chocs de prix à court terme grâce à la protection sociale et à des indemnisations, diminuer progressivement les mesures problématiques, etc.

Julia Gassie, Centre d'études et de prospective

Source : [Banque mondiale](#)